

Rassemblement VENDREDI 15 MARS : 17 H 30 Place de la Liberté à TOULON

Arrêt des expulsions ! Baisse des loyers et du prix de l'énergie ! Un logement stable et décent pour tous !

Le 16 mars 2013 sonne le retour des expulsions de logements, l'angoisse pour des milliers de familles et de personnes d'être jetées sur le trottoir et d'y rester ... le changement de gouvernement n'a pas changé grand chose.

Depuis 2000 le nombre d'expulsions a doublé, comme le nombre de sans logis, à mesure que le montant des loyers et l'immobilier ont flambé, que la précarité salariale, la pauvreté se sont étendues, que les prix de l'énergie, des transports, des soins, ou des produits alimentaires se sont emballés....

Le logement cher, c'est le résultat des politiques libérales, qui ont permis aux spéculateurs, aux bailleurs privés et aux milieux de l'immobilier de s'enrichir, sur le dos des salariés et des couches populaires : les profits locatifs ont grimpé de 70% en 10 ans.

Alors qu'il faudrait résolument baisser les loyers, cesser les expulsions, abroger les lois qui précarisent les locataires et le logement social, réquisitionner et mobiliser massivement les logements et les bureaux vacants, les résultats se font attendre, dans un contexte de rigueur budgétaire, de renoncements, de baisse de la construction de HLM.

Assez de paroles, des actes !

Quelques timides avancées ont été octroyées, comme l'arrêt des expulsions de prioritaires DALO, une promesse d'application de la loi de réquisition, l'annonce d'une future loi sur le logement, mais c'est très insuffisant pour réparer les dégâts des années d'or de la spéculation

Nous appelons à nous mobiliser pour de vraies mesures en faveur du logement social, des locataires, des sans logis, des galériens du logement ... pour exiger :

- L'arrêt des expulsions sans relogement ;
- La baisse immédiate des loyers et des charges ;
- Le respect du DALO et du droit à un hébergement digne, avec un programme massif de mobilisation et de réquisition de logements et bureaux vacants ainsi que des places d'hébergement d'urgence ;
- Le renforcement des droits des locataires : particulièrement le droit au maintien dans les lieux, la suppression des sous-statuts locatifs ... ;
- La création d'un service public du logement pour : produire 200 000 vrais logements sociaux par an en France dont, 4 000 par an dans le Var, agir contre la spéculation, lutter contre les taudis et les abus, faire respecter le droit au logement décent et accessible, engager un vaste programme de rénovation thermique... ;
- L'abrogation de la loi Boutin et des mesures de marchandisation des HLM ;
- Pour financer les HLM nécessaires : doublement du plafond du Livret A et centralisation à 100% par l'Etat, suppression de la TVA et rétablissement du 1% Logement.

Signataires : Plate forme logement des mouvements sociaux :



Soutenue par

Avec la participation de

